

[texte](#)

[editorial](#)

## **Devant la pandémie grippale : une mobilisation éthique**

Justifié ou excessif, l'émoi suscité par la menace pandémique semble n'être le fait que d'une lointaine catégorie d'experts, médecins, technocrates ou politiques, tandis que les bonnes gens n'auraient qu'à attendre que ça leur tombe dessus en se demandant à quelle sauce vaccinale ou antivirale il vaudrait mieux pour eux être mangés.

Par: Elisabeth G. Sledziwski, Maître de conférences de philosophie politique, Université de Strasbourg (Institut d'Etudes Politiques) et Espace éthique /AP-HP, membre du conseil scientifique de l'Espace éthique Alzheimer /

Publié le : 05 Novembre 2009

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

## **Poursuivre la réflexion**

## **Engagement au service du bien public**

Les discours, à la fois redondants et contradictoires, actuellement tenus sur la grippe A/H1N1 par les spécialistes et les décideurs de santé publique, quoique censés éclairer les citoyens, risquent de leur laisser un sentiment de confusion. Justifié ou excessif - à chacun d'en juger - , l'émoi suscité par la menace pandémique semble n'être le fait que d'une lointaine catégorie d'experts, médecins, technocrates ou politiques à qui serait réservée l'initiative, tandis que les bonnes gens, les vraies gens, comme il y a un an pour la crise, n'auraient qu'à attendre que ça leur tombe dessus en se demandant à quelle sauce vaccinale ou antivirale il vaudrait mieux pour eux être mangés. Seul moyen de salut interactif à opposer pour le moment à cette inhibition démocratique : le respect par chacun des consignes d'hygiène diffusées par les médias. C'est certes peu de chose, se laver les mains ou se moucher proprement constituant le degré le plus humble de l'engagement au service du bien public. Mais c'est au

moins quelque chose dans une société où les standards de la culture 68 ont durablement discrédité toute prescription de civilité puérile comme odieuse expression du contrôle social bourgeois (« Tu te laveras pas les pognes avant de venir à table », promettait Renaud à son futur enfant dans la *Chanson pour Pierrot*!).

"Plus digne la vie" doit se positionner par rapport à ce contexte avec un regard critique et des initiatives crédibles. A nous de faire passer un message réaliste, ne surestimant pas le potentiel de civisme d'une population déconcertée, mais également exigeant et capable de faire bouger les comportements. Car il s'agit bien pour notre collectif de remplir ici, devant l'urgence de la pandémie, comme ailleurs devant les grandes vulnérabilités sociales, sa vocation singulière d'opérateur d'une *mobilisation éthique*, interpellant les citoyens à l'interface de leur responsabilité individuelle et collective, quand sont en jeu les fondements de la vie démocratique et le partage des valeurs. Il nous incombe de rappeler que comme toute mise en danger de la cité, qu'elle soit d'origine biophysique ou sociopolitique, la pandémie grippale peut déstabiliser gravement le groupe, accentuer ses facteurs d'anomie, ruiner ses équilibres les plus fragiles au détriment des catégories et des individus qui constituent les maillons faibles du système. Une telle déstabilisation aurait des effets non seulement matériels, mais moraux et politiques, car elle mettrait en échec la garantie des droits de l'homme qui est au fondement de la démocratie, et brouillerait les repères de notre société. En ce sens, elle porterait préjudice non seulement aux démunis mais à l'ensemble de la cité.

## ?Grippe attitude?

Ces grands enjeux ne sont pas incompatibles avec les objectifs les plus humbles. Commençons donc par solliciter la mise en commun des gestes prophylactiques ordinaires, dont aucun membre de la cité ne doit être exclu, dans son propre intérêt comme dans celui d'autrui. Réhabiliter l'hygiène élémentaire et souligner la valeur civique d'une ?grippe attitude? que tous, même les plus démunis, peuvent adopter. Loin d'être des contraintes liberticides imposées au nom d'on ne sait quel ordre moral, les gestes de propreté sont à présenter comme de véritables gestes d'altérité, conditions du vivre ensemble. C'est à ce titre que nous pourrions être amenés non seulement à les promouvoir, mais à revendiquer les moyens pratiques de leur faisabilité partout où ceux-ci n'existent pas : cantines scolaires dépourvues de lavabos, voie publique sans points d'eau, absence de distributeurs de mouchoirs jetables, etc. Loin d'être dérisoire, le caractère prosaïque de cette démarche -une parmi bien d'autres que Plus digne la vie peut impulser face à l'urgence sanitaire - constitue une réponse au piège technocratique réservant aux techniciens le monopole de l'initiative légitime et dépossédant les simples citoyens de toute aptitude à produire les conditions de leur propre sécurité. En ce sens, la pandémie grippale peut être l'occasion de tester concrètement la validité du principal postulat démocratique, en vertu duquel le salut de la cité réside d'abord entre les mains des citoyens, l'État et la technocratie n'ayant pas réponse à tout. Si la vie digne passe aujourd'hui par l'accès aux ressources que ces derniers ont le pouvoir de mettre en place, elle serait toutefois compromise dans une société devenue « un ensemble de problèmes techniques à résoudre » (Bernanos).

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)

- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Sommaire